



Site de recherche

MAISON

À PROPOS

BOÎTE À OUTILS GENPREV

NOTRE TRAVAIL

ÉDUCATION

NOUVELLES

MAGASIN

ÉVÈNEMENTS

REJOIGNEZ-NOUS



Créer un langage commun pour la prévention du génocide à travers le monde

FAIRE UN DON

< Retour

Déclaration sur les raisons pour lesquelles nous appelons les Israéliens

Attaque contre le génocide de Gaza

29 décembre 2023



L'Institut Lemkin pour la prévention du génocide, de plus en plus préoccupé concernant la détérioration de la situation humanitaire sur le territoire de l'État de Palestine (y compris Gaza et la Cisjordanie), qui a déjà entraîné la mort d'au moins 21 636 Palestiniens, dont au moins 8 276 enfants et 59 403 autres blessés, selon les dernières informations.

Nous publions la présente déclaration afin d'expliquer les raisons pour lesquelles nous estimons que la situation israélo-palestinienne constitue un cas de génocide.

Le contexte immédiat

Le génocide perpétré par l'État d'Israël s'inscrit dans un contexte historique, politique et stratégique complexe qui semble avoir favorisé, puis engendré, une dynamique génocidaire généralisée.

les deux camps du conflit – Israël, d'une part, et les islamistes

d'autre part, l'organisation militante connue sous le nom de Hamas, ainsi que certaines parties de leurs populations respectives, notamment, comme nous l'expliquerons plus loin, dans le cas d'Israël.

Le 7 octobre, le Hamas a lancé une attaque d'une violence inouïe contre le territoire et la population civile de l'État d'Israël. Outre la destruction de maisons et de biens, l'offensive du Hamas a fait environ 1 139 morts, selon les dernières estimations des autorités israéliennes. Ce bilan final comprend 695 civils israéliens, dont 36 enfants, ainsi que 373 membres des forces de sécurité et 71 étrangers. Ces personnes ont été tuées par des militants du Hamas et, dans une moindre mesure, par des soldats et des militaires israéliens lors de leur riposte. Cette attaque a également fait de nombreux blessés parmi les civils et a entraîné l'enlèvement de 250 personnes, dont 110 ont été libérées pendant le cessez-le-feu de sept jours observé entre le 24 novembre et le 1er décembre. À l'heure où ce communiqué est publié, 127 personnes sont toujours retenues captives dans la bande de Gaza.

Comme l'a déjà écrit l'Institut Lemkin, « les atrocités commises sur le terrain par les militants du Hamas suggèrent que cette attaque sans précédent avait également une dimension génocidaire [...] ». L'Institut Lemkin a recensé plusieurs atrocités commises par les militants du Hamas qui soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à une intention génocidaire. Parmi ces atrocités figurent : le massacre ciblé de symboles de la vie communautaire, comme le meurtre de 260 jeunes lors du festival de musique Supernova près du kibboutz Re'im, dans le sud d'Israël (à quelques kilomètres de la frontière de Gaza) ; des rituels d'inversion, comme le meurtre d'enfants devant leurs familles ; et des rituels de profanation, comme le massacre de familles entières et l'incendie de maisons avec des familles encore présentes. à l'intérieur d'eux, et la profanation de cadavres.

Des preuves accablantes de violences sexistes et sexuelles lors de l'attaque du Hamas ont également été rapportées. Dans un important rapport d'enquête, fruit de deux mois de collecte de preuves, le New York Times a conclu que « les attaques contre les femmes n'étaient pas des événements isolés, mais s'inscrivaient dans un schéma plus large de violences sexistes perpétrées le 7 octobre ». Ce rapport détaille des formes de violence sexuelle fortement corrélées à ces attaques.

Le crime de génocide comprend le viol collectif brutal, le viol comme instrument de meurtre, la profanation du corps des femmes (notamment, dans un cas, l'ablation d'un sein exhibé parmi les hommes), la mutilation des organes génitaux féminins et les violences sexuelles contre les hommes. Il s'agit d'atrocités qui portent atteinte à la force vitale et visent à détruire les symboles de la puissance reproductive au sein du groupe identitaire ciblé. La diffusion par des combattants du Hamas des images du corps sans vie et dévêtu de Shani Louk, une citoyenne germano-israélienne de 23 ans qui assistait au festival de musique électronique Supernova, constitue un exemple horrible et public de la profanation ciblée perpétrée par les combattants du Hamas lors de l'attaque. Des déclarations récentes d'ONU Femmes et de Human Rights Watch (HRW) ont appelé à une enquête approfondie sur les violences commises par le groupe armé Shani Louk le 7 octobre. La Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël a annoncé qu'elle accorderait une attention particulière au GBSV dans le cadre de son enquête sur les événements du 7. Octobre.

La famille de Shani Louk figure parmi les 56 familles de victimes et d'otages représentées par l'avocate israélienne Yael Vias Gvirsman devant les systèmes judiciaires français et allemand, ainsi que devant la Cour pénale internationale.

Selon Mme Vias Gvirsman, les événements du 7 octobre ont constitué une « attaque systématique et délibérée contre une population civile, impliquant des actes de meurtre, de torture et de mutilation ciblant des personnes vulnérables, les personnes âgées, les jeunes enfants et les bébés ».

Hamas

Hamas est l'acronyme de l'expression arabe signifiant Mouvement de résistance islamique. Fondé en 1987, le Hamas a pour objectif la création d'un État palestinien sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique, et place l'islam au cœur de sa stratégie. L'actuel Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, instrumentalise le Hamas depuis des décennies pour affaiblir les partis politiques palestiniens modérés et de gauche, ainsi que tout processus de paix, car il s'oppose à la solution à deux États.

Le Hamas s'inscrit dans une réaction plus large du monde islamique à l'impérialisme européen. Du Moyen Âge jusqu'au début du XXe siècle, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord étaient dominés par des empires musulmans sur les plans politique, militaire et économique. Cette situation a commencé à évoluer au XIXe siècle, et surtout au début du XXe siècle, lorsque les puissances européennes ont progressivement étendu leur emprise sur ces territoires et les ont colonisés. Ce phénomène a marqué un tournant majeur pour la région et ses habitants. L'une des réponses à l'impérialisme occidental a été un repli sur soi.

Une autocritique affirmait que le monde musulman n'était plus aussi fidèle à l'islam qu'auparavant et que, si les musulmans renouaient avec cette religion, ils auraient l'opportunité de restaurer le pouvoir qu'ils exerçaient autrefois dans la région. De cette conviction est né le mouvement des Frères musulmans. Fondé en 1928 par l'instituteur Hassan al-Banna en Égypte, il est considéré comme l'une des organisations islamistes les plus influentes au monde.

C'est au sein de la branche palestinienne des Frères musulmans, œuvrant à Gaza pour fournir éducation, nourriture et services sociaux à des centaines de milliers de Palestiniens, pour la plupart réfugiés de la Nakba de 1948, que l'idée du Hamas a finalement émergé. La place centrale de l'islam dans sa charte distingue le Hamas des précédentes factions palestiniennes, majoritairement de gauche ou centristes, tout comme son refus de tout compromis pour réaliser sa vision. L'un des passages les plus fréquemment cités de la charte de 1988...

La charte se trouve à l'article treize, qui affirme qu'« il n'y a pas de

Il n'existe aucune solution à la question palestinienne en dehors du djihad. Les initiatives, les propositions et les conférences internationales sont toutes une perte de temps et vaines efforts.

Il est important de noter qu'en 1987, le peuple palestinien vivait sous occupation depuis vingt ans et que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était de plus en plus perçue comme inefficace et incapable de mettre en œuvre une solution à deux États. La frustration des Palestiniens face à l'absence de progrès de l'OLP explique en partie pourquoi l'argument du Hamas, selon lequel la lutte est plus efficace que le compromis, était compréhensible, voire acceptable, pour une partie de la population.

De plus, Israël finançait activement le Hamas afin de créer un contrepoids aux groupes politiques palestiniens laïques et de centre-gauche et de saper le processus de paix en cours. Selon Mehdi Hassan, « les Israéliens ont contribué à transformer un groupe d'islamistes palestiniens marginaux, à la fin des années 1970, en l'un des groupes militants les plus tristement célèbres au monde ».

En 1992, le Hamas a pris en otage un policier des frontières israélien et l'a finalement tué. Cet événement a entraîné l'expulsion de 415 Palestiniens soupçonnés d'être impliqués dans l'enlèvement. Déportés au Sud-Liban, ces individus sont entrés en contact avec le Hezbollah, mouvement de résistance libanais financé par l'Iran et opposé à l'occupation israélienne. On pense que c'est durant cette période que le Hamas a appris des tactiques telles que les attentats-suicides. Face à l'indignation internationale suscitée par ces expulsions, le retour progressif des personnes expulsées en Israël a permis au groupe de mettre en pratique certaines des techniques apprises.

durant leur période d'exil.

Suite au massacre de 29 fidèles dans une mosquée pendant le Ramadan par un colon juif américain, le Hamas a connu un tournant décisif. C'est à ce moment-là qu'il a commencé à perpétrer des attaques contre des civils. Le 19 octobre 1994, un membre du Hamas a fait exploser une bombe dans un bus, en pleine rue à Tel Aviv, tuant 22 personnes. Six autres attentats-suicides ont eu lieu en l'espace de quelques mois, entre 1994 et 1995.

Il est significatif que ce soit à ce moment-là que le Hamas ait perdu une grande partie du soutien des civils palestiniens, beaucoup remettant en question cette méthodologie et ses conséquences. C'est également à ce moment que le Hamas a modifié son discours pour adopter le message suivant : « Si vous tuez des civils palestiniens, vos propres civils mourront aussi. » Autrement dit, c'est à ce moment-là qu'il a commencé à ressembler davantage au Hamas que nous connaissons aujourd'hui. Le Hamas a revendiqué le contrôle total de Gaza en 2007 après avoir remporté les élections législatives palestiniennes et mené un bref conflit militaire avec le Fatah, un parti palestinien laïc qui constituait la plus grande faction au sein de l'OLP multipartite.

À quelques exceptions près, les attentats terroristes du 7 octobre ont été universellement condamnés par la communauté internationale. L'attention du monde s'est cependant rapidement détournée lorsque Israël a commencé ses représailles contre Palestiniens.

Preuves de génocide dans la réponse d'Israël

Depuis le 7 octobre, Israël mène une campagne systématique d'extermination de masse contre des civils palestiniens innocents, ainsi que la destruction d'infrastructures civiles, notamment des habitations, des sites culturels et religieux et des établissements médicaux. Ses opérations militaires ont également entraîné des interruptions dans la fourniture de services essentiels tels que l'eau, l'électricité et les télécommunications. De plus, le siège illégal imposé à l'enclave depuis près de trois mois, dont les effets sont aggravés par les interruptions persistantes de l'aide humanitaire, ne fait qu'accroître les souffrances de la population palestinienne.

L'Institut Lemkin estime que les représailles israéliennes contre les Palestiniens constituent non seulement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, mais aussi un génocide, comme l'a également affirmé, entre autres, l'ancien directeur du Bureau new-yorkais du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Craig Mokhiber.

L'accusation de génocide est démentie par Israël, ses alliés et ses partisans.

Les dirigeants israéliens et leurs alliés avancent souvent l'argument de la légitime défense. Ils affirment qu'Israël combat un ennemi comparable à Daech ou au Troisième Reich, justifiant ainsi le recours aux châtiments collectifs. De plus, ils soutiennent qu'Israël tente de limiter les pertes civiles en n'exterminant pas la population civile gazaouie d'un seul coup. Ces arguments sont ensuite combinés pour affirmer que la politique et les actions d'Israël contre les Palestiniens ne respectent pas les conditions juridiques énoncées à l'article II de la Convention de Genève.

la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de Génocide (Pacte mondial des Nations Unies), reproduit ultérieurement à l'article 6 du Statut de Rome Cour pénale internationale (Statut de Rome).

Or, selon la loi, le génocide ne peut être justifié.

Le simple fait de pouvoir invoquer une raison pour commettre un génocide ne rend pas cet acte légal, acceptable ou moral. Tous les auteurs de génocide ont des raisons stratégiques de commettre un génocide, certaines fondées entièrement sur des menaces fabriquées de toutes pièces et d'autres sur des menaces réelles.

le monde réel. Le Pacte mondial des Nations Unies n'énumère pas les conditions dans lesquelles

Le génocide n'est pas autorisé. Le Pacte mondial des Nations Unies (PMNU) définit plutôt les éléments constitutifs de ce crime, nécessaires à sa poursuite en vertu du droit international.

Selon la définition juridique du crime établie par le PMNU, le génocide est un crime intentionnel.

L'article II définit le génocide comme « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Cela signifie que le choix de détruire un groupe peut être motivé par différents motifs, notamment l'objectif d'éliminer des menaces existantes ou potentielles.

Les éléments constitutifs de l'intention génocidaire font l'objet d'interprétations diverses de la part des universitaires, des juristes et des tribunaux. En tant qu'organisation de prévention du génocide, l'Institut Lemkin ne cherche pas à établir une qualification juridique irréfutable du génocide, mais plutôt à identifier les éléments génocidaires au sein du conflit actuel afin de contribuer à une paix durable et pérenne. Pour ce faire, il s'agit de reconnaître la nature des préjudices infligés aux Palestiniens, de mettre en place les mécanismes de responsabilisation post-conflit appropriés et de veiller à ce que les Palestiniens reçoivent une aide humanitaire adaptée aux spécificités du génocide une fois leurs besoins fondamentaux en matière de sécurité et de bien-être assurés.

Ce qui frappe dans l'attaque israélienne contre les Palestiniens, notamment à Gaza mais aussi en Cisjordanie depuis le 7 octobre, c'est le discours clairement génocidaire employé à pratiquement tous les niveaux de la société israélienne. Ce discours est notamment tenu par de hauts responsables ayant autorité, des membres de la Knesset (le pouvoir législatif israélien), des journalistes influents et de simples citoyens.

Le 9 octobre, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, également membre de
Le cabinet de guerre israélien a déclaré, en ordonnant le « siège total » de Gaza : « Nous
combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. »

Le lendemain, le général de division Ghassan Alian, coordinateur israélien des activités
gouvernementales dans les Territoires, s'est adressé à la population de Gaza : « Le Hamas
s'est transformé en Daech, et les habitants de Gaza, au lieu d'être horrifiés, s'en réjouissent. Il
faut traiter les humains comme des bêtes. Il n'y aura ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura
que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez. »

L'introduction d'éléments religieux est également devenue une caractéristique marquante du
discours d'un autre haut responsable israélien. Le 28 octobre, le Premier ministre Netanyahu a
cité le Deutéronome en lien avec le conflit palestinien, déclarant : « Vous devez vous souvenir
de ce qu'Amalek vous a fait. » Dans sa plainte contre le président américain Joseph Biden et
les secrétaires d'État et de la Défense, respectivement Antony J. Blinken et Lloyd James Austin
III, le Center for Constitutional Rights a expliqué que : « Dans la Bible, Dieu ordonne
l'extermination des hommes et des femmes amalécites... »

« Les enfants et les animaux, et ce commandement a été décrit par un érudit comme un
« génocide divinement mandaté ». »

Plusieurs membres de la Knesset ont également utilisé un langage génocidaire contre les
Palestiniens sur les réseaux sociaux à la suite de l'attaque terroriste du Hamas.

Le 7 octobre, Ariel Kallner a appelé à une seconde Nakba qui serait
« éclipser la Nakba de 1948. » La Nakba (« catastrophe » en français) désigne le génocide des
Palestiniens perpétré lors de la création de l'État d'Israël. Deux jours plus tard, Revital Gotliv
écrivait : « Missile de Jéricho ! »

Missile Jéricho ! Alerte stratégique, avant d'envisager l'engagement de nos forces.

Une arme de l'apocalypse ! C'est mon avis. Que Dieu nous préserve de toute notre force. Mme
Gotliv fait probablement référence au Jericho III, un missile balistique israélien capable
d'emporter une charge nucléaire. Cette vision apocalyptique de la députée, partagée par le
ministre du Patrimoine, Amichai Eliyahu, a été réitérée le lendemain lorsqu'elle a écrit : « Seule
une explosion qui secoue le Moyen-Orient restaurera la dignité, la force et la sécurité de ce
pays ! Il est temps d'embrasser l'apocalypse. Tirer des missiles puissants sans limite. Ne pas
raser un quartier. Écraser et raser Gaza. Sinon, nous n'aurions rien fait. Ni avec des mots de
passe, ni avec des bombes pénétrantes. Sans pitié ! Sans pitié ! »

Par ailleurs, le 10 octobre, le général de division à la retraite Giora Eiland écrivait dans le
quotidien Yedioth Ahronoth : « L'État d'Israël n'a d'autre choix que de transformer Gaza en un
lieu temporairement ou définitivement occupé. »

« C'est impossible à vivre. » Il a ajouté : « Créer une grave crise humanitaire à Gaza est un moyen nécessaire pour atteindre cet objectif. » Dans un autre article, il a écrit : « Gaza deviendra un endroit où aucun être humain ne pourra survivre. »

Enfin, la rhétorique génocidaire contre les Palestiniens n'est pas seulement propagée par les médias israéliens, mais aussi par l'ensemble de la société israélienne. Le 7 octobre, un journaliste David Mizrahi Wertheim a écrit sur les réseaux sociaux : « Et après avoir parlé

Concernant l'unité, un principe doit être abandonné aujourd'hui : la proportionnalité. Il faut une riposte disproportionnée. Qu'Israël découvre ce qu'elle cache dans ses sous-sols. Si tous les captifs ne sont pas libérés immédiatement, transformons la bande de Gaza en abattoir. Au moindre cheveu tombé, exécutons les prisonniers de sécurité. Violons toutes les normes pour remporter la victoire.

[...] Ceux qui se trouvent devant nous sont des animaux humains qui n'hésitent pas à violer des règles minimales, y compris le meurtre du personnel médical et des bébés. [...]

De même, le 11 octobre, Roy Sharon écrivait : « J'ai parlé d'un million de cadavres non pas comme d'un objectif, j'ai dit que si, pour éliminer définitivement les capacités militaires du Hamas, y compris Sinwar et Deif, nous avons besoin d'un million de corps, alors qu'il y ait un million de corps, sinon nous ne pourrions pas nous en débarrasser. »

Le 13 octobre, deux pancartes sont apparues rue Ayalon, la principale et la plus grande artère de Tel-Aviv, proclamant : « Image de la victoire : population zéro à Gaza » et « Anéantissement de Gaza ». Plus inquiétant encore, le 27 octobre, des tracts anonymes ont averti les Palestiniens de Cisjordanie qu'ils devaient fuir en Jordanie sous peine d'une nouvelle Nakba. Des soldats de Tsahal ont publié des images se moquant de leurs destructions et les célébrant, comme dans une vidéo partagée où un soldat annonce la date de son mariage tout en comptant à rebours avant d'appuyer sur un bouton pour bombarder Gaza. Par ailleurs, les réseaux sociaux sont inondés de discours haineux contre les Palestiniens, souvent amalgamés au Hamas. Les militants du Hamas sont comparés à des rats, les bombardements israéliens sont célébrés, des Palestiniens humiliés et dévêtus sont ridiculisés, le manque d'eau à Gaza est tourné en dérision, des enfants israéliens chantent des chansons appelant à l'anéantissement des Gazaouis, et le génocide lui-même est tourné en dérision par des comptes emplis d'une euphorie génocidaire.

Lorsqu'on considère l'impact des représailles israéliennes, la séquence des événements est remarquable : d'abord, l'ordre d'évacuation du nord de Gaza, suivi du bombardement des infrastructures, des hôpitaux, des écoles, etc., dans cette région.

Par la suite, un schéma similaire se dessine dans le centre de Gaza, repoussant progressivement les Palestiniens vers des zones de plus en plus restreintes du sud de Gaza, où ils continuent également d'être bombardés. Il est évident que cette rhétorique s'est traduite par des actes, rendant des zones de plus en plus vastes de la bande de Gaza pratiquement invivables pour les civils palestiniens. Selon Israël

Lors d'une réunion du parti Likoud le 26 décembre, le Premier ministre Netanyahu a déclaré à ses partisans, dans des journaux, qu'il recherchait des pays à « absorber ». Des Palestiniens de Gaza, laissant entendre qu'il envisage de forcer le déplacement de toute la population.

Si la définition juridique du génocide est nécessaire pour déterminer la responsabilité juridique de tout État ayant perpétré ce crime ou ayant omis de l'empêcher et/ou de le punir, ainsi que pour établir la responsabilité pénale individuelle de ceux qui ont exécuté les actes énumérés dans les articles susmentionnés, il ne faut pas oublier que cette définition ne décrit qu'une étape d'un processus beaucoup plus vaste : la « destruction » du groupe protégé « en tant que tel ». Dans la jurisprudence actuelle, la « destruction » est le plus souvent associée au premier acte de génocide recensé par le Pacte mondial des Nations Unies : « le meurtre des membres du groupe ». Cette conception restreint notre capacité à identifier les processus génocidaires à leur stade final, lorsqu'il est trop tard pour empêcher le crime.

Toutefois, le Pacte mondial des Nations Unies énumère quatre autres actes de génocide, à savoir : « Causer des dommages corporels ou mentaux graves à des membres du groupe ; Soumettre délibérément le groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; Imposer des mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe ; [et] Transférer de force des enfants du groupe à un autre groupe. »

De plus, à des fins de prévention, il est crucial de prendre en compte la dimension sociologique plus large du processus génocidaire, essentielle à la compréhension de l'évolution de ces actes de destruction massive, notamment par la périodisation de leurs différentes étapes. Si un processus génocidaire n'est pas reconnu par toutes les parties prenantes à l'instauration d'une paix durable, les chances de paix sont fortement compromises, car la violence génocidaire nécessite une reconnaissance pour se transformer en une action juste et constructive. Le travail de lutte contre le génocide s'étend sur plusieurs générations. Il est extrêmement difficile, indispensable et, de surcroît, très rare.

Pour revenir au sujet qui nous occupe, les attaques incessantes d'Israël contre les Palestiniens, menées au nom du droit à la légitime défense, ont atteint un niveau de destruction sans précédent, comme le rapporte un article du New York Times. Au moment de la publication, l'offensive israélienne contre la bande de Gaza avait fait au moins 21 320 victimes palestiniennes, dont au moins 8 200 enfants – un enfant étant tué en moyenne toutes les dix minutes avant le cessez-le-feu, selon Human Rights Watch – et 55 603 blessés, selon les dernières estimations.

Cependant, les statistiques seules ne suffisent pas à saisir l'immensité d'un tel profond pertes.

Un article de l'Associated Press décrit comment des générations entières de familles palestiniennes à Gaza – des arrière-grands-parents aux nourrissons de quelques semaines seulement – ont été décimées par des frappes aériennes. Ce massacre intergénérationnel dépasse le cadre individuel : il représente non seulement la perte d'une vie humaine, mais aussi l'anéantissement total d'une lignée, de son histoire et de sa contribution à leurs communautés respectives et, par extension, au monde.

De plus, à Gaza, les enfants représentent une part disproportionnée des victimes, ce qui a incité le Secrétaire général de l'ONU à déclarer que la région était en train de devenir un « cimetière pour enfants ». Un nombre croissant d'enfants sont non seulement orphelins, mais ont aussi perdu toute leur famille.

De plus, en raison du manque de matériel médical, les enfants gravement blessés, ainsi que les adultes, y compris les femmes enceintes, doivent subir des interventions chirurgicales, notamment des amputations, des traitements pour les brûlures et des césariennes. sans anesthésie.

À cet égard, l'Institut Lemkin estime que l'anéantissement d'environ 1 % de la population totale de la bande de Gaza, soit 2,3 millions de personnes, y compris des générations entières de Palestiniens, et l'infliction de « graves atteintes à l'intégrité physique » et de « préjudices psychologiques » à l'ensemble de la population palestinienne, qui entraîneront pour la majorité des blessures invalidantes et des traumatismes psychologiques, conjugués à la rhétorique génocidaire persistante et omniprésente manifestée par les responsables israéliens, en particulier au sein des cercles décisionnels, ainsi que par des segments de la société israélienne en général, contre le groupe palestinien « en tant que tel », constituent un génocide, tel que défini à l'article II (a).

et b) du Pacte mondial des Nations Unies et l'article 6 a) et b) du Statut de Rome.

L'offensive militaire israélienne a également consisté en des bombardements indiscriminés de zones densément peuplées, Israël recourant même à des armes non sélectives comme le phosphore blanc, selon Human Rights Watch. De plus, Israël aurait largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur la bande de Gaza depuis le 7 octobre, soit l'équivalent de près de deux bombes d'Hiroshima.

D'après une analyse de CNN et de l'agence d'intelligence artificielle Synthetic, des centaines de ces bombes, d'un poids de 907 kg (2 000 livres), n'ont pas été utilisées dans les conflits occidentaux depuis la guerre du Vietnam. Selon une analyse des services de renseignement américains, « près de la moitié des munitions air-sol qui Israël a utilisé à Gaza dans sa guerre contre le Hamas depuis le 7 octobre.

non guidées, également appelées « bombes muettes ». L'utilisation de telles bombes lourdes

La présence de munitions et de « bombes non guidées » dans une région aussi densément peuplée contredit l'argument souvent avancé par Israël selon lequel son armée fait tout son possible pour éviter les pertes civiles.

Tout au long du conflit, l'armée israélienne a systématiquement ciblé, entre autres, des camps de réfugiés, des hôpitaux, des écoles, des universités, des mosquées et des églises – tous considérés comme des lieux protégés par le droit international humanitaire. Israël a également détruit délibérément des cimetières gazaouis, un crime étroitement assimilable à un génocide car il efface la mémoire des ancêtres d'un peuple et, par conséquent, son histoire, et a rasé environ 22 % des terres agricoles de Gaza.

Comme nous l'avons indiqué dans notre déclaration sur la complicité de l'administration Biden dans Génocide à Gaza, publié le 20 décembre 2023, « Le 16 décembre,

À Gaza, des médecins et d'autres témoins ont rapporté avoir assisté avec horreur à la destruction par des bulldozers de tentes par l'armée israélienne devant l'hôpital Kamal Adwan. Les blessés à l'intérieur des tentes ont été écrasés et ensevelis vivants. L'armée israélienne est également accusée d'avoir causé la mort de cinq bébés dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Al Nasr après avoir forcé les parents et le personnel hospitalier à quitter les lieux. Des témoins ont également rapporté que des soldats israéliens ont tiré à bout portant sur des personnes déplacées à l'école Shadia Abu Ghazala, dans le nord du quartier d'al-Faluja. Le Patriarcat latin de Jérusalem a rapporté que deux femmes, une mère et sa fille, ont été tuées par des tireurs d'élite israéliens le week-end du 16 décembre alors qu'elles se promenaient dans l'enceinte de l'église de la Sainte-Famille à Gaza. Pas plus tard que cette semaine, les Nations Unies ont reçu des informations alarmantes selon lesquelles des soldats israéliens auraient séparé les hommes des femmes lors d'un raid sur un bâtiment à Gaza, tué au moins onze hommes devant leurs familles et rassemblé les femmes et les enfants dans une pièce où ils ont été pris pour cible par des tirs et une grenade. Selon un témoignage récemment publié, l'armée israélienne procède également à des exécutions sommaires contre des personnes de plus de 60 ans dans la bande de Gaza, notamment en abattant des individus immédiatement après qu'ils aient reçu l'ordre d'évacuer leur domicile et en les fusillant après des heures ou des jours de détention arbitraire.

La riposte de l'État contre le Hamas a également entraîné la mort de professionnels essentiels, notamment des personnels de santé, des employés des Nations Unies et...

Journalistes. Concernant ces derniers, Israël a tué au moins 90 journalistes depuis le 7 octobre. Reporters sans frontières a publié une déclaration le 22 novembre, soulignant que : « [...] le journalisme est en train d'être éradiqué dans la bande de Gaza en raison du refus d'Israël de répondre aux appels à protéger les journalistes. » Par ailleurs, le Comité pour la protection des médias a également fait part de cette préoccupation.

Des journalistes ont accusé Israël de cibler délibérément les journalistes et leurs familles à Gaza.

Outre les stratégies actives d'Israël dans sa lutte contre le Hamas dans la bande de Gaza, le siège prolongé de l'enclave depuis le 9 octobre, qui constitue une violation de l'interdiction des châtiments collectifs en vertu du droit international humanitaire, a non seulement engendré une crise humanitaire, mais a également aggravé les conditions de vie de 1,9 million de personnes déplacées internes (PDI), soit la quasi-totalité de la population de la bande de Gaza.

Alors que les bombardements incessants d'Israël transforment l'enclave en un

Dans un article de l'Associated Press décrivant un « paysage lunaire inhabitable », les

Palestiniens déplacés sont contraints de s'entasser dans des camps de réfugiés surpeuplés.

Face à une menace encore plus insidieuse, les maladies se multiplient. « Alors que de plus en plus de personnes se concentrent dans un espace toujours plus restreint, le surpeuplement, conjugué au manque de nourriture, d'eau, d'abris et d'installations sanitaires adéquates, crée les conditions idéales à la propagation des maladies », a averti le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé.

« Le système de santé de Gaza est à genoux et s'effondre », a-t-il ajouté.

L'avertissement du Directeur général fait écho à ceux d'autres responsables de l'ONU,

notamment le Secrétaire général. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, il a expliqué :

« Nous sommes au bord du gouffre. Le risque d'un effondrement total du système humanitaire est élevé. » Sur les réseaux sociaux, le Directeur des affaires de l'UNRWA a écrit : « L'ordre civil se dégrade à Gaza ; les rues sont chaotiques, surtout à la nuit tombée ; certains convois d'aide... »

Des pillages ont lieu et des véhicules de l'ONU sont caillassés. La société est au bord de l'effondrement total. [...]

À cet égard, l'Institut Lemkin estime que le siège de la bande de Gaza par Israël, conjugué à son impact sur la population civile et au discours génocidaire tenu par les responsables israéliens et la société dans son ensemble, constitue une tentative délibérée de soumettre ce groupe à des « conditions d'existence de nature à entraîner sa destruction physique totale ou partielle », selon les termes du Pacte mondial des Nations Unies et du Statut de Rome. Compte tenu des massacres perpétrés par Israël contre les Palestiniens, qui, comme nous l'avons expliqué, constituent un génocide,

conformément aux alinéas b) et c) de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, cette

La stratégie peut impliquer une tentative délibérée de concentrer, d'isoler et, par la rareté des biens et services essentiels ainsi que par l'apparition de maladies contagieuses qui en découle, d'affaiblir systématiquement la population civile de l'enclave dans le but de faciliter son anéantissement ou son expulsion.

Le 8 décembre, le Secrétaire général de l'ONU a non seulement fait part au Conseil de sécurité du « risque élevé d'effondrement total du système d'aide humanitaire à Gaza », mais a également expliqué que l'ONU prévoyait « une dégradation complète de l'ordre public et une pression accrue en faveur de déplacements massifs de population vers l'Égypte ». Ses inquiétudes quant à un éventuel exode massif des Gazaouis vers l'Égypte ne reposent pas uniquement sur une analyse de la situation sur le terrain, comme l'a souligné UN Dispatch, mais rejoignent également le « document de synthèse » d'Israël, qui proposait de relocaliser l'ensemble de la population de Gaza dans la péninsule du Sinaï, en Égypte.

D'après un article du New York Times, Israël s'emploie discrètement à concrétiser cette hypothèse. Comme mentionné précédemment, le Premier ministre Netanyahu a récemment indiqué à ses partisans qu'il recherchait des pays pour « absorber » les Palestiniens de Gaza, confirmant ainsi que son intention de déplacer de force l'ensemble de la population de l'enclave est loin d'être une simple théorie.

Concernant l'éventuelle expulsion des habitants palestiniens de la bande de Gaza, l'Institut Lemkin rappelle la conception du génocide selon Raphaël Lemkin, un processus en deux phases : « d'une part, la destruction du modèle national du groupe opprimé ; d'autre part, l'imposition du modèle national de l'opresseur. Cette imposition peut alors s'exercer sur la population opprimée autorisée à rester ou sur le territoire seul, après le déplacement de la population et la colonisation de la zone par les ressortissants de l'opresseur. »

Conclusion

Rien ne justifie le génocide, et par conséquent, aucun génocide ne saurait rester impuni. L'humanité doit apprendre à fixer des limites claires à ce crime.

L'Institut Lemkin exhorte donc la communauté internationale à retirer immédiatement son soutien à Israël, et notamment son soutien militaire.

Israël est un État génocidaire qui doit être ramené dans le cadre de l'État de droit. Les alliés d'Israël, et en particulier les États-Unis, doivent exiger un cessez-le-feu permanent et contraindre Israël à mettre immédiatement fin à sa campagne génocidaire qui, outre le fait qu'elle cause un préjudice inacceptable et irréparable à la vie des Palestiniens, met en péril la sécurité de ces derniers.

Peuple juif du monde entier. Toute tentative de déplacement forcé des Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie ou de Jérusalem-Est doit être fermement combattue. La complicité persistante des alliés d'Israël dans le génocide entraîne des conséquences horribles et immorales pour les Palestiniens du monde entier et anéantit toute perspective de paix et de sécurité mondiales.

avenir prévisible.

Les Nations Unies doivent poursuivre leur enquête sur l'attaque du Hamas du 7 octobre, en accordant une attention particulière aux allégations du GBSV.

Par ailleurs, l'Institut Lemkin exhorte la communauté internationale à demander une enquête sur la complicité de certains de ses membres concernant les actions illégales du Hamas ou d'Israël. Enfin, il demande à la communauté internationale d'user de son influence pour permettre l'accès sans restriction de l'aide humanitaire, notamment d'une assistance médicale adaptée aux réalités culturelles, à la bande de Gaza, tant pour les civils blessés que pour ceux ayant besoin d'un soutien psychosocial.

L'Institut Lemkin est une organisation à but non lucratif de type 501(c)(3) aux États-Unis.

Précédent

États. Numéro d'identification fiscale : 87-1787869

Suivant

info@lemkininstitute.com



© 2025